

REPUBLIQUE TUNISIENNE

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT
ET DE L'ENVIRONNEMENT

ENVIRONNEMENT

Direction Générale de l'Environnement
et de la Qualité de la Vie

**Réponse au questionnaire des Nations Unies sur:
"Le droit humain à l'eau potable et à l'assainissement"
(Volet relatif à l'assainissement)**

Question n°1: Les principaux défis en matière de traitement des eaux usées ayant un impact sur les droits de l'homme

En Tunisie, des efforts importants ont été déployés en matière de traitement des eaux usées. On compte actuellement 110 stations d'épuration dimensionnées pour traiter environ 872 000 m³/jour. Ces stations produisent actuellement environ 240 millions m³ d'eaux épurées (2011).

Ces stations ont contribué à la protection des ressources hydrauliques du pays contre la pollution et a impacté de façon très positive le cadre de vie des citoyens.

Environ 85% de la population urbaine (2011) en Tunisie est raccordée au réseau public d'assainissement, et les eaux usées collectées sont traitées dans des stations d'épuration.

Les principaux défis en matière de traitement des eaux usées sont:

- Le développement de la capacité de traitement afin de traiter toutes les eaux usées collectées ;
- La réhabilitation des stations d'épuration devenues sous-dimensionnées ;
- L'orientation davantage vers les nouvelles technologies d'assainissement et procédés de traitement utilisant des techniques efficaces, rationnelles, économe en énergie et écologiques.

Pour les stations de traitement de grande capacité, l'utilisation des techniques d'aération à fines bulles, la valorisation des boues par cogénération, les techniques membranaires, l'ultra filtration seront utilisées afin d'optimiser à la fois les performances de traitement et les bilans de consommation énergétiques ainsi que le développement et la promotion de toutes les possibilités de valorisation des sous produits (eaux traitées et boues).

Pour les stations de moyenne et de petite capacité, les mêmes objectifs seront recherchés : respect des normes pour les eaux épurées et optimisation des coûts de gestion (énergie, exploitation, etc.) tout en préservant autant que possible les potentialités de valorisation des sous-produits de l'épuration (eaux traitées et boues). Pour cette catégorie de stations d'épuration il sera accordé un intérêt particulier aux procédés mettant en oeuvre les techniques appropriées de traitement telles que le lit de filtration à roseaux, procédés de traitement par macrophytes ainsi que les stations compactes modulaires.

- La mobilisation d'importantes ressources financières pour faire face aux défis précités.

Question n°3: Quelles stratégies en matière de gestion des ressources en eaux usées et en quoi permettent-elles de s'assurer que les besoins fondamentaux de la population sont satisfaites

Pour la collecte des eaux usées et en dépit des efforts déployés par la Tunisie pour l'extension des réseaux d'assainissement collectifs, le taux de branchement en milieu urbain, qui est de 85%, demeure inférieur à celui du taux de raccordement au réseau de distribution d'eau potable (100% en milieu urbain). Pour faire face à cette situation, il est envisagé de:

- i) Poursuivre la généralisation des services d'assainissement en donnant la priorité aux régions dont le taux de raccordement au réseau public est au dessous de la moyenne nationale;
- ii) Développer les services d'assainissement dans les petites communes;
- iii) Poursuivre l'exécution du programme national d'assainissement des quartiers populaires compte tenu de ses impacts sur les plans sanitaire, socio-économique et environnemental;
- iv) Réhabiliter les réseaux vétustes et faire l'extension et le recalibrage de ceux dont la capacité est devenue insuffisante pour une meilleure qualité de service;

Pour la gestion des eaux épurées, et compte tenu du fait que ces eaux constituent des ressources non conventionnelles faisant partie du bilan hydrique du pays, leur production de façon continue et de qualité conforme aux normes et aux exigences requises constituent un facteur déterminant pour leur promotion à des fins économiques (agricoles ou autres), récréatives et écologiques.

Pour assurer une meilleure qualité des eaux traitées qui respecte les normes et en particulier celles relatives à la réutilisation en agriculture il est envisagé:

- i) La mise à niveau de toutes les stations d'épuration concernées par la réutilisation;
- ii) La séparation des eaux usées industrielles des eaux usées domestiques lorsque le taux des eaux industrielles dépasse 20%;
- iii) La mise en place d'un programme d'amélioration des filières de traitement des boues et de leur gestion durable;
- iv) L'utilisation des technologies modernes de l'information et de la communication pour un suivi et un contrôle continu de la qualité des eaux épurées.

Question n°4: Transparence ; accès à l'information; participation à la prise de décisions concernant la gestion des ressources eaux et traitement des eaux usées.

En Tunisie, les données statistiques relatives au secteur de l'assainissement des eaux usées sont publiées annuellement. Elles couvrent notamment les abonnés au réseau public d'assainissement, l'exploitation du réseau d'assainissement et ouvrages annexes, le taux du branchement en milieu urbain et l'exploitation des stations d'épuration. Toutes ces données sont accessibles via le site internet de l'Office National de l'Assainissement (ONAS) : www.onas.nat.tn

Par ailleurs, une nouvelle rubrique dans l'Annuaire des Statistiques Nationales, intitulée : « statistiques environnementales » a été créée par l'Institut National de la Statistique (www.ins.nat.tn) et couvre, entre autres, des informations sur le traitement des eaux usées en Tunisie. Pour la participation à la prise de décision, des "consultations du public" sont actuellement organisées avant la réalisation des nouvelles stations d'épuration.

Question n°5: La gestion des ressources eaux usées devrait-elle être reflétée dans les objectifs de développement durable et dans le cadre de développement post-2015 ?

La Tunisie a atteint l'Objectif du Millénaire pour le développement, en ce qui concerne "l'accès de la population à un assainissement amélioré".

En effet, à la fin de 2012, 88.9% de la population totale ait accès à un assainissement amélioré alors que l'objectif fixé était de 86.8% fin 2015. Néanmoins, des efforts vont être déployés pour renforcer l'infrastructure d'assainissement en milieu rural qui représente 30% de la population du pays.